

# Les autorités japonaises renforcent la surveillance de la minorité nord-coréenne

samedi 10 mars 2007, par [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 10 mars 2007).

TOKYO CORRESPONDANT

Perquisitions policières répétées au siège de leur organisation, menaces, brimades à l'égard des enfants sur le chemin de l'école : la minorité nord-coréenne du Japon est l'objet d'un regain d'ostracisme et d'une surveillance renforcée de la part des autorités. Dans une lettre au secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, l'ambassadeur nord-coréen auprès de l'ONU, Pak Gil-yon, dénonce une « *atmosphère de terreur* ».

La semaine dernière plusieurs milliers de Nord-Coréens ont manifesté dans le centre de Tokyo. Cette manifestation, interdite par le gouverneur de la capitale et autorisée *in extremis* par la justice, a donné lieu à un important déploiement de police anti-émeute. Elle fut marquée par quelques accrochages entre les « gros bras » de l'extrême droite et le service d'ordre. « *Je ne participe généralement pas à des manifestations mais, cette fois, trop c'est trop* », dit une restauratrice coréenne. Comme certains manifestants, elle portait un masque de tissu sur le visage afin de « *ne pas être fichée par la police* ».

L'Association générale des Coréens du Japon (Chosen soren) est la plus importante communauté nord-coréenne à l'étranger. Après l'admission par Pyongyang en septembre 2002 de l'enlèvement de Japonais dans les années 1970-1980, elle a perdu beaucoup de membres et n'en compte plus guère que 100 000 sur les 600 000 Coréens vivant au Japon.

Dès sa création en 1955, Chosen soren fut l'objet d'une surveillance étroite des services de renseignement japonais. Très politisée, soudée par un puissant sentiment d'identité nationale, l'organisation a longtemps apporté un soutien financier important au régime. Mais depuis l'admission par Pyongyang des enlèvements, elle a perdu ses soutiens politiques : une partie de l'opinion est remontée contre la République populaire démocratique de Corée (RPDC) en raison de ses essais de missiles et de son test nucléaire, en juillet et octobre 2006. Les négociations nippo-nord-coréennes sur les enlèvements qui se tenaient le 7 mars à Hanoï ont tourné court.

## ENTREPRISES AU BORD DE LA FAILLITE

Des entreprises dans la mouvance de Chosen soren sont au bord de la faillite. « *Je ne vois aucun rapport entre l'essai nucléaire et l'importation de champignons*, dit un transitaire nord-coréen d'Osaka, *mais désormais les maisons de commerce japonaises refusent de traiter avec mon entreprise.* » Entre 2002 et 2005, les échanges entre le Japon et la RPDC ont diminué de plus que 50 %, passant de 47 milliards à 21 milliards de yens (près de 138 millions d'euros). Ils sont aujourd'hui en chute continue.

Les sanctions décidées par Tokyo affectent peu le régime, qui commerce surtout avec la Chine. En revanche, les petits négociants nippons qui traitent avec la RPDC et les ressortissants nord-coréens du Japon sont touchés. Le consommateur japonais également : renchérissement du prix des oursins,

des crabes, et des champignons qui sont moins coûteux que ceux qui poussent localement. Les pompes funèbres le sont aussi : pour des raisons de coût, c'est en RPDC qu'étaient fabriquées les sandales de paille placées dans les cercueils pour la pérégrination du défunt dans l'Au-delà...

Enfin, les 13 000 salles de machines à sous, dont bon nombre sont gérées par des Coréens du Nord - certains d'entre eux appartiennent à Chosen soren -, sont l'objet d'une surveillance renforcée. Une partie des bénéfices de ce jeu, très populaire dans l'archipel (près de 200 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel), ainsi que des fonds provenant d'autres sources étaient envoyés en RPDC. En raison des sanctions prises par Tokyo - dont la suspension de la liaison maritime entre Niigata et Wonsan en RPDC -, ces transferts de fonds (officiellement 25 millions d'euros en 2005 mais en réalité beaucoup plus), qui étaient opérés en liquide, ont fortement diminué.

Le « sous-bois » des relations nippon-nord-coréennes est aussi touché. Le prix des amphétamines a brusquement monté. Un tiers des gangsters nippons (yakuza) est d'origine coréenne et une partie a des accointances avec la communauté du Nord, estime Mitsuhiko Suganuma, ex-directeur de la seconde division des services de renseignement intérieurs. Selon la police nippone, 40 % des amphétamines circulant dans l'archipel viennent de la RPDC. Les cargaisons sont transbordées en mer sur des bateaux japonais. Les pourvoyeurs sont nord-coréens ou chinois.

---

## **P.-S.**

\* Article paru dans l'édition du 10.03.07. LE MONDE | 09.03.07 | 15h35 • Mis à jour le 09.03.07 | 15h35.